

Le Pacte est entré dans sa phase de conclusion

- Le Pacte pour un enseignement d'excellence avance réellement.

- "La Libre" a pu prendre connaissance de plusieurs scénarios qui se dessinent.

- Dans l'opposition, le MR redoute cependant de le voir trahi.

La ministre Schyns bientôt attendue au tournant

Ils sont revenus épuisés mais plutôt soulagés. Ce week-end, les acteurs du groupe central du Pacte pour un enseignement d'excellence (les représentants des syndicats, des réseaux, des parents, de l'administration, de la ministre) s'étaient réunis à Waterloo pour avancer de manière drastique dans ce qui sera une réforme d'envergure du système scolaire francophone belge.

L'objectif était aussi clair qu'ambitieux puisqu'il s'agissait pour eux de rédiger l'avis numéro 3 de ce groupe central. Et les difficultés restaient nombreuses pour affronter les défis budgétaires qui corsettent les réformes et accorder les volontés de chacun.

Des discussions parfois difficiles

Pour autant, les discussions ont pu aborder le concret de ces réformes, respecter les acteurs dans leur diversité et maintenir un plan d'action systémique.

Aucune mesure, qu'elle concerne le redoublement, le maternel, la gouvernance ou la carrière des enseignants ne pourra ainsi être prise isolément.

Les débats de ce week-end n'ont certes pu épuiser toutes les questions (le groupe central se revoit ce jeudi), mais la confiance règne entre les acteurs, malgré des discussions forcément difficiles parfois.

D'ici le 30 novembre, ces acteurs soumettront le texte de ce troisième avis à leurs instances, avant de le remettre un mois plus tard à la ministre de l'Éducation Marie-Martine Schyns (CDH).

C'est elle qui devra alors, avec son gouvernement, établir les priorités et le calendrier des réformes. L'enjeu sera de taille pour contenter tout le monde, convaincre le terrain, assurer les budgets et maintenir la vision systémique d'une réforme qui engagera les vingt prochaines années.

BdO

Enseignants

Des heures sup' mieux payées

Précisions. C'est un exemple parfait des négociations en cours et de leurs avancées. Les profs, leurs charges de travail et leurs carrières vont connaître des évolutions. Et les syndicats se

montrent vigilants, tout en favorisant avec l'ensemble des acteurs de réelles avancées. On apprend ainsi que la charge de travail des enseignants sera mieux définie. Un licencié devra ainsi prêter 20 heures devant sa classe, plus 2 heures de concertation et de travail collectif. Un régent 22 heures plus 2. En cas d'heures supplémentaires données face à la

classe, le prof sera rétribué à la hauteur d'une heure de cours pleine. Ce n'était pas le cas avant. Par ailleurs, un des scénarios étudiés envisage que le prof suive six jours de formation continuée, dont trois jours pendant les vacances. Ils pourraient reprendre le chemin de l'école mi-août également, pour préparer la rentrée de manière plus collective.

Syndicats

Pas de pertes d'emplois

Déplacements. Malgré une réforme de l'enseignement qualifiant et la mise en place du tronc commun qui devrait coûter plusieurs milliers de postes d'enseignants, il ne devrait pas y avoir de pertes d'emplois. En réalité, on parle d'emplois "déplacés". Ainsi, si certaines filières (à l'instar de filières en sciences sociales) quitteront l'enseignement qualifiant, elles rejoindront l'enseignement de transition. Certains profs seront donc transférés, tout en gardant leur statut. De même, dans d'autres cas de figures, des bras devraient être appelés en renfort dans le maternel ou dans le soutien aux directions. Sans oublier qu'outre les départs à la retraite, le nombre de profs augmentera à l'avenir pour suivre la courbe de la croissance démographique. Le Pacte, dans son ensemble, devrait donc répartir différemment et adapter les forces en présence, mais non sabrer en leur sein.

Rythmes

Des grandes vacances plus courtes ?

182 jours. On ne touchera pas aux rythmes de la journée scolaire. La question est trop complexe. Sans que ce soit une priorité, les discussions ont cependant progressé pour analyser une révision des rythmes de l'année scolaire. Le Pacte évoquait déjà précédemment des périodes de 7 ou 8 semaines de cours suivies de deux semaines de congés. Les élèves auraient ainsi gagné une semaine de congé à la Toussaint et une autre au carnaval. Et cela, sans que l'on touche aux vacances d'été. Il se pourrait que l'on revoie ces plans pour que l'année soit maintenue à 182 jours d'école par an. Ainsi, les grandes vacances pourraient être rabotées d'une semaine fin août, les jours blancs après les examens réduits et les vacances ne commencer que le premier samedi après le 1^{er} juillet. Les vacances se composeraient ainsi de semaines complètes, ce qui arrangerait le secteur du tourisme dans le cadre des réservations.

Formation

Le tronc commun reste une priorité

Quinze ans. C'est une des grandes ambitions du Pacte : offrir à tous les élèves un tronc commun, c'est-à-dire un cursus identique, depuis la maternelle jusqu'à la troisième secondaire incluse. Ce tronc commun jusque 15 ans (au lieu de 14 aujourd'hui) sera résolument polytechnique. Pédagogiquement, les acteurs du Pacte se retrouvent derrière une telle ambition, par ailleurs cheval de bataille du PS qui l'avait déjà inscrite dans le programme du gouvernement. Et comme un tel tronc commun devrait générer des économies selon le bureau d'étude McKinsey, tous les feux semblent au vert pour sa mise en place.

Aboutissement. Ainsi, c'est en septembre 2019 que ce tronc commun devrait voir le jour pour les élèves inscrits à cette date en maternelle, première et deuxième primaire. Il faudra donc attendre l'année 2028 pour voir les premiers élèves sortir de ce tronc commun.

“Le PS et les syndicats ont mis la main sur le Pacte”

La cheffe de groupe MR au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Françoise Bertieaux, le précise d'entrée de jeu : elle considère le travail réalisé par les acteurs du Pacte comme étant “remarquable”. Mais cela l'inquiète encore plus pour la suite, ajoute-t-elle dans la foulée, “tant je n'ai pas l'impression que le gouvernement se donne les moyens de respecter le travail réalisé”.

Des erreurs méthodologiques

Ce qui tracasse avant tout la libérale, c'est l'analyse qu'elle fait du budget 2017 de la Fédération. “Ce budget prévoit 465 millions d'euros de dépenses nouvelles, explique-t-elle. Or, parmi celles-ci, seuls 21 millions sont destinés au Pacte. C'est un montant ridicule au vu des besoins qu'occasionnera une bonne mise en œuvre de ce Pacte. D'autant que ces millions risquent d'être alloués en partie à une agence de communication qui devra orchestrer la publicité du Pacte.”

Mais la parlementaire va encore plus loin dans ses critiques et pointe la mé-

thodologie employée par le gouvernement.

“Si l'on veut assurer la réussite de la réforme, il faut d'abord impliquer les acteurs en leur offrant plus d'autonomie, plus de responsabilités, et en assurant une vraie contractualisation avec eux en fonction des objectifs fixés. Le bureau d'études McKinsey est le premier à dire qu'il s'agit là d'une condition indispensable à toute réforme réussie. Je souhaite que le gouvernement soit plus proactif pour assurer ce mode de gouvernance avant toute chose. Le deuxième élément qui sera indispensable à la réussite du Pacte est de revoir en priorité la formation initiale des enseignants. Or, force est de constater que l'on n'avance pas en la matière, et que Jean-Claude Marcourt, le ministre socialiste en charge du dossier, tourne en rond. Comment voulez-vous par exemple que l'on favorise les médiations, si l'on n'a pas formé les profs en la matière ? Enfin, je souhaite que l'on avance dans l'ordre et que l'on mette la

priorité sur les mesures qui concernent le maternel et le fondamental, avant de penser au secondaire. Ce n'est pas le cas actuellement.”

Garder les mains libres

Pour Françoise Bertieaux, une des grandes qualités du Pacte est de proposer une réforme globale et systémique. “Mais le gouvernement ne nous rassure pas. Il ne travaille pas dans l'ordre et j'ai même l'impression que le PS va utiliser le Pacte pour faire avancer une ou deux mesures symboliques. Regardez le tronc commun : on veut l'imposer sans l'avoir préparé. Or, il s'agit d'une mesure idéologique souhaitée depuis des années par le PS. J'observe d'ailleurs que ce dernier parle au nom du Pacte et a repris la main sur les 21 millions qui lui seront consacrés. Les syndicats ont pu par ailleurs faire en sorte que McKinsey ne soit pas présent à Waterloo. Tout cela m'inquiète. Je répète donc que jamais nous ne signerons le programme du PS et que si l'esprit du Pacte est trahi, nous nous sentirons très libres de ne pas nous y lier.”

BdO

“Le budget prévu pour le Pacte est ridicule. Cela m'inquiète.”

FRANÇOISE BERTIEAUX

Cheffe de groupe MR au
Parlement de la Fédération
Wallonie-Bruxelles.